



ON A DÉCOUVERT LE CENTRE DU NOUVEAU MONDE

Cette année 2020, le vieux monde est entré en phase terminale : sa mort imminente ne fait plus de doute. Personne ne le regrettera, et d'ailleurs personne ne lutte pour qu'il survive. Toute la question est de savoir quel nouveau monde on construira.

La minorité exploiteuse, c'est-à-dire la bourgeoisie internationale, propriétaire des moyens de la grande production, a immédiatement commencé à tout reconstruire en pire : son grand projet est l'abolition des libertés et des droits humains, autrement dit la restauration de l'esclavage, seulement modernisé par les nouvelles technologies de surveillance et de contrôle social. La Chine totalitaire s'est affirmée comme le modèle et le moteur de cette transformation. Le centre de ce nouveau monde-là est la mégapole de Wou-Han, où le Parti unique est maître des forges d'État de la Wuhan Iron & Steel Corporation, seigneur tout-puissant et incriticable d'une production de fer et d'acier destinée à de nouvelles clôtures barbelées, de nouveaux miradors, de nouvelles chaînes et de nouveaux boulets.

Il n'est évidemment pas trop tard pour construire le monde meilleur auquel aspire l'immense majorité, où règneraient au contraire la liberté et la dignité, la paix et la prospérité, l'égalité et la fraternité.

L'Afrique révolutionnaire, qui depuis dix ans montre l'exemple de la révolte contre les tyrans, est le berceau de cette société plus humaine. Elle dispose elle aussi d'immenses réserves de fer, qui serviront à forger de nouvelles canalisations, de nouveaux outils agricoles, de nouvelles batteries de cuisine et de nouveaux ponts. Le centre de ce nouveau monde-là est un lieu mal connu, à moins de cinq cents mètres au sud d'une bourgade nommée Guémédié, sur la rive gauche du Balin-Ko, au pied du Fouta Djallon, presque à l'intersection de trois frontières aussi mouvantes qu'absurdes, précisément à 12°26'10.91" de latitude nord et 11°22'25.25" de longitude ouest : c'est Sidéropolis, le site du chantier de haut-fourneau école conçu par l'ingénieur Souleymane Kane pour y expérimenter la sidérotechnie-anarchique, modèle d'une organisation sans chef de la production industrielle. En effet, seul un bouleversement complet du processus de prise de décision permettra le développement rapide d'une industrie réellement utile au bien-être des populations, et non plus exclusivement destinée à augmenter la richesse et la puissance de quelques-uns au sacrifice de la vie des autres, comme typiquement l'extraction d'or ou d'uranium qui empoisonne les puits.

Le bien-être des populations, on le sait, n'est pas non plus une priorité de l'État autocertifié « démocratique », qui par la voix du préfet sénégalais de Saraya menaçait le duo fondateur de Sidéropolis de prison s'il persistait dans sa « tentative de déstabilisation » du système néocolonial de pillage et de pollution. Il lui était même expressément interdit d'en parler ; mais il n'avait évidemment pas à se soumettre à cet ordre arbitraire et illégal, et il sut facilement convaincre les honnêtes gens de la région du grand intérêt de son projet. L'abusif préfet fut ainsi désavoué *de facto* par ses administrés : ce qu'on peut considérer comme la phase préliminaire de tout « projet de développement » sérieux et ambitieux, et le premier résultat positif de cette expérience de sidérotechnie-anarchique. On en attend d'autres, bien sûr, au cours de la phase de construction qui a commencé — et qui se poursuivra jusqu'en juin 2022, selon le calendrier révisé des travaux.

Celles et ceux qui veulent sans attendre bâtir de leurs mains un nouveau monde libre et prospère ont un point de rendez-vous.

« NE PARLEZ PAS DE MINERAI AUX POPULATIONS »

CONVERSATION AVEC UN BUREAUCRATE FRANÇAFRICAIN

Le 24 janvier 2020, le concepteur de Sidéropolis Souleymane Kane et la photographe Cécile Martin se rendaient à la préfecture de Saraya, sur le conseil insistant du commandant de gendarmerie de la même localité, prévenu de leur projet d'aller rencontrer les communautés locales de la région frontalière de Boféto pour y discuter de l'éventuelle construction d'un haut-fourneau école. Introduits auprès de M. Cyprien Mballo, préfet de Saraya, S. Kane et C. Martin lui exposèrent brièvement les raisons de leur présence dans le département. Le préfet Mballo répondit alors qu'à son avis le moment et l'endroit étaient mal choisis, avant d'inviter un autre homme à venir dans son bureau, pour lui rendre compte de ce qu'il venait d'entendre. Si le nom et la fonction de ce dernier personnage sont restés incertains, la conversation qui s'ensuivit a pu être recueillie. Il eût été dommage qu'elle se perde, car on s'y instruit en s'amusant.

LE PRÉFET, à l'attention de l'autre homme : C'est Souleymane Kane qui est venu se présenter.

En gros, monsieur Souleymane Kane m'a fait comprendre qu'il a un diplôme d'ingénieur en mécanique, et qu'il a travaillé dans d'autres pays avec d'autres programmes. Son souhait c'est que les populations transforment leurs propres matières premières. Et en gros, transformer le minerai de fer en fer et c'est très noble, et il a construit, m'a-t-il dit le premier haut-fourneau d'Afrique artisanal au Cameroun. Et il va déjà rencontrer la population de Boféto, il s'apprête à y aller et à un certain moment il avait songé à aller à la frontière Sénégal-Mali mais quand il y a eu les incidents de Diakha ⁽¹⁾, ça l'a dissuadé. Il a rencontré un certain monsieur Diallo qui lui a dit on va aller voir du côté de la Falémé, ArcelorMittal était là, il est allé voir, il y a de cela deux mois. Lui il aimerait quand même venir voir la population parce que l'implantation d'un haut-fourneau permettra aux populations de fabriquer des haches, des marmites... qui satisfassent les besoins de la population. Et même il songe à la mise en place d'une école, de deux ou trois ans, une école professionnelle. Maintenant il dit que au cas où ce projet ne pourrait aboutir il songerait à aller au Mali, au Burkina Faso, en Guinée.

Et madame Cécile Martin a mis en exergue le fait que c'est un projet porteur de sens et d'intérêt pour les populations. Elle est elle-même professeur photographe. Ils ont rencontré le commandant de brigade parce qu'ils voulaient...

[Appel téléphonique. S. Kane voudrait poursuivre l'explication.]

S. KANE, tentant d'intervenir : ...

(1) En 2011, dit-on, le maire de la commune de Balaki exhuma un papier de l'époque coloniale qui situait en territoire guinéen les quartiers nord du village de Diakha, dont les habitants, majoritairement orpailleurs, avaient la nationalité sénégalaise. Il en résulta un conflit frontalier entre la Guinée et le Sénégal, qui faillit dégénérer en affrontement armé quand les deux pays envoyèrent leurs soldats occuper la zone. Début 2017, les troupes sénégalaises s'étant retirées sur injonction d'une commission d'arbitrage de la CEDEAO, le drapeau guinéen y remplaçait le drapeau sénégalais. Ceux des habitants qui préféraient conserver la nationalité sénégalaise furent relogés dans un lotissement moderne construit pour eux non loin de là, dans un coin de brousse désormais éclairé par la lumière électrique des lampadaires et baptisé Diakha-Macky-Sall en hommage au chef de l'État. [NDLR]

LE PRÉFET : Non non non, excusez-moi, sinon on ne va pas s'en sortir.

[Appel téléphonique.]

Ils ont dit qu'ils voulaient d'abord rencontrer les populations et ensuite venir voir le préfet. Non il faut d'abord voir le préfet.

[Inaudible] ... Comme ils se présentent comme des individus, il me semble qu'il serait préférable qu'ils ficellent un dossier cernant tous les contours du projet, et qu'ils déposent ça à Dakar. Pour une école de formation, c'est le ministère de l'emploi, de la formation [Inaudible]. Même quand il s'agit de hauts-fourneaux, si il y a une dimension traditionnelle, artisanale et tout, parce qu'ils m'ont parlé du savoir-faire des forgerons et tout, l'artisanat a son mot à dire. Mais il y a aussi le ministère de l'énergie et des mines.

[Appel téléphonique.]

Voyez on est très pris. Je vais vous parler franchement. Moi, personnellement en tant que préfet, personnellement, je vous déconseille d'aller plus loin dans le département. Ça c'est mon conseil. Vous êtes dans un camping-car. Il y a des braquages ! Il y a un problème de sécurité.

S. KANE, tentant d'intervenir : ...

LE PRÉFET : Non, non, comprenez moi. Je sais ce que je dis. J'ai fait un an ici. J'ai des informations que je ne peux pas vous donner. Mais le problème c'est que moi, entre nous, je joue ma place. Si jamais quelque chose vous arrive, la hiérarchie ne va pas me le pardonner. Vous êtes des citoyens français !

S. KANE : Ah non, je suis Sénégalais.

LE PRÉFET : Non, non ! Vous êtes d'origine, vous êtes de nationalité française, non, même si vous êtes Sénégalais, non, écoutez-moi, vraiment, je comprends ce que vous vous dites, moi je suis le premier partisan du soutien aux populations. Je dis toujours, l'État m'a nommé pour le bien-être des populations. Mais c'est justement au nom de ce bien-être-là, que je vous demande de suspendre toute activité. Si vous m'aviez amené un document...

S. KANE : Ah mais j'ai plein de documents.

LE PRÉFET : Oui, d'accord, mais quand même...

S. KANE : C'est...

LE PRÉFET : Non, écoutez-moi, écoutez-moi, moi je vous le dis tout de suite. Le risque c'est... Je vais donner des instructions, si vous y allez on va vous arrêter. Excusez-moi de vous parler cash.

S. KANE : Oui mais...

LE PRÉFET : On va vous arrêter, et personne n'a intérêt à cela.

S. KANE : Oui oui, mais je peux juste vous expliquer au niveau de ce projet...

LE PRÉFET : Vous savez, la Bible dit il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. J'ai l'impression que vous n'écoutez pas. Vous savez dans quelle zone on est. Ensuite, excusez-moi, vous me parlez du Mali, du



29 avril 2020. Réduction d'un bloc de pierre horizontal d'environ 10 tonnes, surnommé pour l'occasion « Capitalisme ».

Burkina, la Guinée, mais entre nous, dans ces pays-là c'est le sauve-qui-peut ! C'est le sauve-qui-peut !

S. KANE : Oui mais...

LE PRÉFET : C'est le sauve-qui-peut, le djihad ils sont tout près !

S. KANE : Je peux faire une petite précision, ce projet, il vaut plus que ma vie. C'est vraiment quelque chose, j'y ai passé vingt ans.

LE PRÉFET : Écoutez, je vais vous arrêter.

S. KANE : Je...

LE PRÉFET : Non, non, s'il vaut plus que votre vie, mais le drame, c'est que la hiérarchie ne va pas le comprendre. S'il vous arrive le moindre pépin, ça un jour j'aurai des problèmes, ça je vous le dis. On est au Sénégal.

S. KANE : On a...

LE PRÉFET : On n'est pas dans un pays de bisounours.

**« N'allez pas voir les populations.
C'est une zone sensible. En allant
parler de minerai aux populations
vous risquez d'ajouter de l'huile
sur le feu. C'est ça notre crainte. »**

S. KANE : Oui mais, on avait prévu, éventuellement, si vous voulez bien, de vous faire une lettre qui vous décharge de toutes les responsabilités.

LE PRÉFET : Ah non jamais !

S. KANE : La sécurité...

LE PRÉFET : Non, moi, en tant que préfet, je n'ai pas le droit d'accepter ces lettres. Moi je suis responsable, sur tous les plans.

S. KANE : ...

LE PRÉFET : Non, non, non, on est au Sénégal, ça ne fonctionne pas comme ça. Même si vous vous filmez en vidéo. Vous dites : « Moi je décharge le préfet de ses responsabilités », on me dira : « Ça, ça ne vous engage pas, vous êtes préfet, vous êtes là pour veiller à la sécurité des biens et des personnes. »

S. KANE : Si on n'a pas le droit de circuler dans la région de Saraya, c'est qu'il y a vraiment un risque qui n'est pas que pour nous...

LE PRÉFET : Mais c'est beaucoup plus évident pour vous. Pardonnez-moi, excusez-moi je suis comme ça, je vous le jure, je suis cosmopolite, mon père est Béninois. J'ai beaucoup de respect pour toutes les cultures, toutes les ethnies, mais la réalité, c'est que si on vous voit, tout de suite on saura que vous vous n'êtes pas de Saraya. Vous suivez mon raisonnement, c'est différent de celui du préfet, c'est que, que vous le sentiez ou non, vous êtes une cible. C'est ça préfet [à l'attention de l'autre homme], c'est un peu dur ce que je dis, vous êtes une cible sans le savoir. Et moi je ne veux pas que vous soyez une cible. En fait, moi ce que je veux, c'est garantir votre sécurité. Le projet, il est noble, et tout. Ce projet, s'il plaît à Dieu, il verra le jour. Mais aujourd'hui, en ce moment ce n'est pas le bon moment. Ce n'est pas le bon moment, ce n'est pas le bon endroit.

S. KANE : La gendarmerie nous a donné toutes les garanties sur le fait qu'on pouvait y aller et que notre...

LE PRÉFET : Ce qu'on va faire, on ne va pas s'entendre. Ce que je n'ai jamais fait, c'est que je vais vous demander, de bien vouloir patienter un peu. Je vais échanger. On se reprend. [Le préfet invite ses interlocuteurs à sortir de son bureau pendant qu'il passe ses appels téléphoniques.] On se reprend, patientez, merci.

S. KANE : Il n'y a pas de souci.

LE PRÉFET : Pendant que vous échangez, songez à ce que je vous dis. Il y a des pays où on a pris en otage, vous êtes au courant ? Je crois que c'est Sophie Pétro-nin. Ça vous dit quelque chose ? ⁽²⁾

S. KANE : Oui, au Mali, je connais...

LE PRÉFET : Pardonnez-moi, je n'ai pas inventé, les otages qu'on prend, je ne souhaite pas le malheur pour vous.

S. KANE : J'ai écrit un livre qui raconte un peu ce qui s'est passé au Cameroun ⁽³⁾...

LE PRÉFET : Nous ne sommes pas au Cameroun, nous sommes au Sénégal, ce qui est valable au Cameroun n'est pas forcément valable au Sénégal. Mon cher ami, attendez-moi s'il vous plaît, attendez-moi !

[Pause.]

LE PRÉFET : La parole du préfet, la voici. S'il vous plaît, pour le moment, n'allez pas voir les populations. Parce que nous, nous n'avons pas de document qui certifie que véritablement vous avez bien ficelé le projet. N'allez pas voir les populations. C'est une zone sensible. En allant parler de minerai aux populations vous risquez d'ajouter de l'huile sur le feu. C'est ça notre crainte. N'allez pas leur parler de minerai, pour le moment. Maintenant, s'il vous plaît, vous retournez à Kédougou. À Kédougou même il y a le gouverneur. Moi je vous aurai conseillé d'aller voir le gouverneur. Je vous aurai conseillé de le voir. Et le mieux c'est d'aller au bureau central et de faire, de ficeler des dossiers en bonne et due forme, et maintenant, de nous faire parvenir ces dossiers par la voie hiérarchique. Voilà, c'est ça, je ne reviendrai pas sur ça. C'est un département problématique. Vous êtes venus, vous ne le savez peut-être pas, vous êtes venus au mauvais moment au mauvais endroit. C'est véritablement la vérité. C'est comme ça qu'on va faire. Je vous apprécie beaucoup, mais je dois préserver la stabilité du département et l'intérêt général avant tout.

S. KANE : Est-ce que vous nous autorisez à continuer notre chemin jusqu'au Mali ? C'est la route du Mali. Est-ce qu'on peut aller jusqu'au Mali ?

LE PRÉFET : Mais pas en faisant escale à Boféto. Faut pas que vous me disiez : « On a eu une panne de camping-car, on est tombé en panne au beau milieu de Boféto », il ne faut pas que j'entende ça. Parce que, moi je vous parle à cœur ouvert, si j'ai écho d'une

⁽²⁾ Sophie Pétronin, que les autorités françaises refusent de racheter à ses ravisseurs parce qu'elle ne travaillait qu'à soigner des enfants, a été enlevée le 24 décembre 2016 à Gao, c'est-à-dire à quelque mille sept cents kilomètres de la frontière sénégal-malienne. C'est un peu comme si l'on déconseillait de se rendre en Bretagne parce que des bandits séviraient en Corse. [NDLR]

⁽³⁾ Souleymane Kane, *Fer et Liberté, Vécues aventures ayant abouti au premier essai d'autoconstruction d'un haut-fourneau dans les montagnes de l'Adamaoua*, Paris, Éditions Antisociales, 2017 (disponible en ligne). [NDLR]

quelconque entrevue avec les populations, moi je mettrai en branle l'action judiciaire. C'est très clair.

C. MARTIN : Pardon, je n'ai pas entendu.

**« Si j'ai écho, d'un quelconque
entretien avec les populations,
je vais considérer cela comme
une tentative de déstabilisation. »**

LE PRÉFET : Si j'ai écho, d'un quelconque entretien avec les populations, je vais considérer cela comme une tentative de déstabilisation. Ah oui oui, je suis comme ça. C'est le département ! Informez-vous, informez-vous, informez-vous.

S. KANE : Déstabili...

LE PRÉFET : Je le dirai même si ce n'est pas prouvé. Je le dirai. Je le dirai parce que moi je suis très prudent. Je le dirai, je le dirai.

S. KANE : Donc...

LE PRÉFET : Écoutez, excusez-moi, excusez-moi, un terroriste, il va pas venir nous dire : « Écoutez, monsieur le préfet, je suis un terroriste ! Je vais former les populations au djihadisme », etc. ! Il ne va pas me le dire ! Il me dit : « Moi, préfet, je suis porteur d'un projet pour les populations », etc. Je ne dis pas que vous l'êtes, je ne dis pas que vous l'êtes, mais je suis prudent !

S. KANE : Alors...

LE PRÉFET : Vous savez, au Mali, où sont les djihadistes ? Ils sont à Bamako ! Ils sont à Bamako ! Ils ont des réseaux là-bas ! Donc, excusez-moi, vous savez, on m'attend. Excusez-moi, vraiment !

S. KANE : Est-ce que...

LE PRÉFET : Non, non, non. Je suis ferme. Même si vous devez aller au Mali, ne vous arrêtez pas pour vous entretenir avec les populations. Vraiment. En attendant que vous ayez tous vos dossiers, bien ficelés, l'agrément des autorités supérieures, y a un gros problème.

S. KANE : Je souhaitais une seule chose, je savais que ça allait se passer un peu comme ça, parce que ma famille...

LE PRÉFET : Vous savez, moi, ce que je pense, vous n'allez pas passer me voir. C'est le commandant de brigade qui vous l'a dit. Vous êtes venus une première fois, ça c'est une erreur.

S. KANE : ...

LE PRÉFET : Non, écoutez-moi. Vous entrez dans mon département...

S. KANE : Est-ce que je peux m'exprimer...

LE PRÉFET : Non, mais écoutez-moi. Vous entrez dans mon département. Vous allez parler aux populations. Vous rentrez, sans que je ne sois au courant. Ce n'est pas courttois.

S. KANE : Je ne suis pas allé voir les po...

LE PRÉFET : Non, il fallait me voir. C'est moi le chef des études départementales.

S. KANE : J'ai pas vu les populations. La première fois c'était simplement pour voir le terrain.

(Suite en page 6)

« NE PARLEZ PAS DE MINÉRAI AUX POPULATIONS »

CARTE DE LA RÉGION

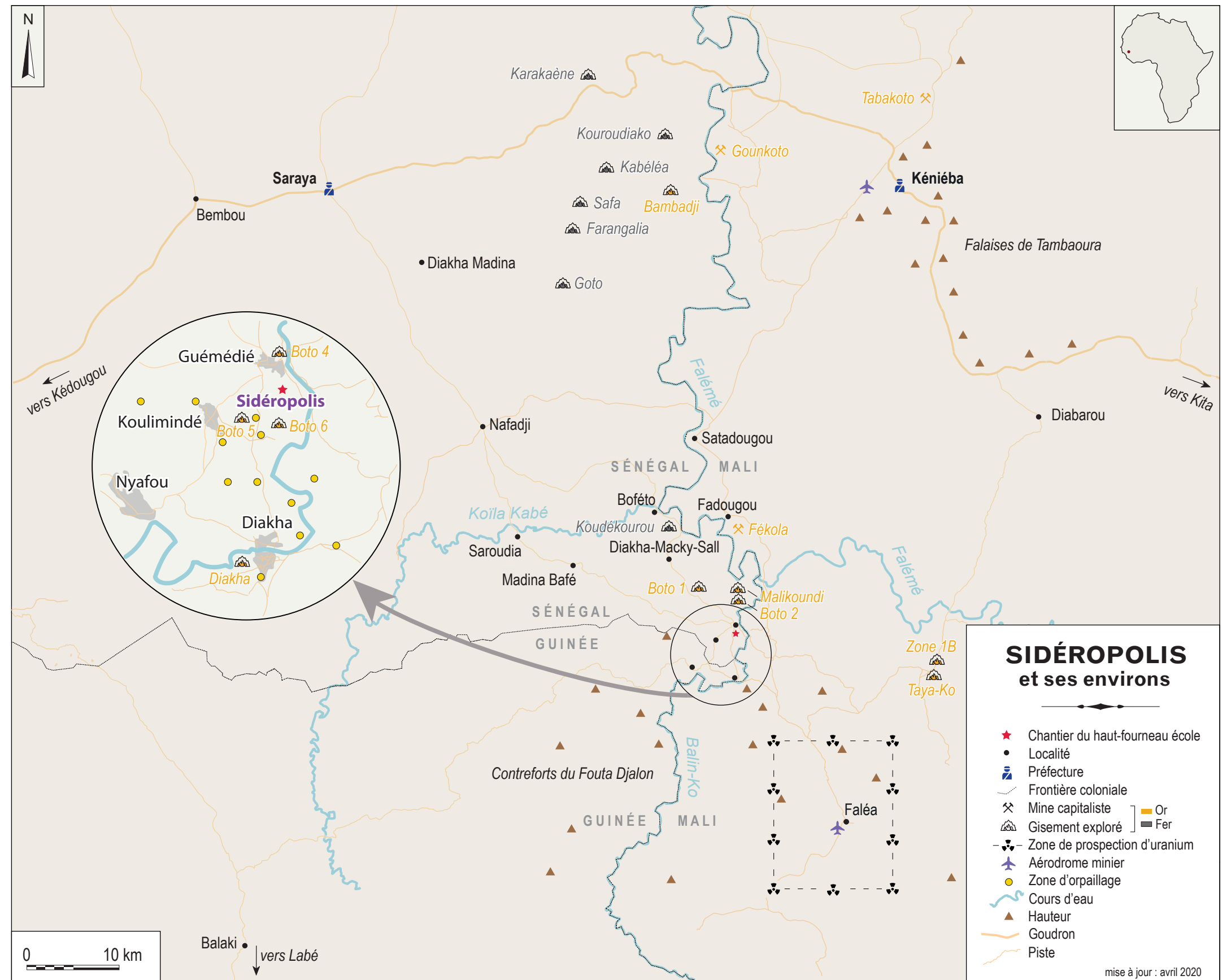
L'ÉLÉPHANT BLANC DE LA FALÉMÉ

Les premiers travaux de prospection de fer entrepris début 1956 – en chemise, short, sandalettes et casque colonial – sur les gîtes du Kouroudiako et du Koudékourou par une équipe de la Direction fédérale des mines et de la géologie de l'A.-O.F. menèrent à conclure, après deux années de recherches, que la qualité du minerai était insuffisante pour rentabiliser les lourds investissements nécessaires à son transport jusqu'à la côte et que ce projet devait en conséquence être abandonné. ⁽¹⁾ (À la même époque, le fer de la Kédia d'Idjil fut jugé meilleur et l'on construisit près de 700 km de voie ferrée et un port qui permirent, dès 1963, de l'expédier en Europe sous le contrôle de la Miferma, Société des mines de fer de Mauritanie.) C'est pourquoi la « mise en valeur » des gisements de la Falémé impulsée par les réseaux de la Françafrique, quinze ans après la pseudo-indépendance du Sénégal, à travers la création en 1975 de la Miferso, Société des mines de fer du Sénégal oriental, n'a jamais eu et n'aura jamais pour but l'extraction industrielle de fer. Comme le confessa l'ancien directeur général du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), toujours détenteur aujourd'hui d'un pourcentage inchangé des parts de cette société-écran, ce genre d'investissement décidé au plus haut niveau de l'État français était « stratégique » ⁽²⁾, c'est-à-dire destiné à faire transiter les intérêts plus larges de la « coopération » pour maintenir l'hégémonie du capitalisme national dans les ex-colonies d'Afrique. La fusion achevée de l'État et de l'économie vers le début des années 2000 rendit inutile le recours aux sociétés d'État pour élaborer de semblables montages impérialistes : les « partenaires » sud-africains, indiens et turcs dès lors actifs à Dakar en vue de signer de nouveaux contrats payèrent donc leur ticket d'entrée sur le marché sénégalais sous couvert d'une « manifestation d'intérêt » de leurs entreprises sidérurgiques respectives pour les gisements de la Falémé. ArcelorMittal put ainsi par exemple installer à l'entrée des villages et dans la brousse de grands panneaux affichant d'incroyables promesses, comme celle de changer la vie des habitants ; car de telles entreprises sont désormais autorisées à parler et à agir comme l'État. Les sociétés d'État encore existantes n'ont pas pour autant renoncé à surenchérir dans l'absurde qui atteignit de nouveaux sommets en février 2020 lorsque la Miferso, propriétaire jusqu'en 2040 des droits d'exploitation du fer de la Falémé, annonça se fixer comme priorité d'édifier une usine de traitement de minerai importé. ⁽³⁾ Les populations de la région sont bien sûr les premières victimes de cette inflation constante dans le mensonge, dont la fonction ultime est de les maintenir dans l'attente et dans l'espérance pour les dissuader ainsi de prendre leur avenir en mains par l'emploi direct de cette ressource confinée sous leurs pieds. On peut donc finalement affirmer que le soi-disant projet des « mines de fer du Sénégal oriental » n'existe que pour que Sidéropolis n'existe pas.

(1) Cédric Gineste, avec la collaboration de Christian Bantsimba, « Sénégalite et phosphates associés de Kouroudiako, Falémé, Sénégal », *Le Règne minéral* n° 65, 2005, p. 13-24 (disponible en ligne).

(2) Paul-Henri Bourrellet et Jean Lespine, « Les opérations minières outre-mer : le BRGM, acteur central de la politique publique », *Annales des mines – Réalités industrielles*, n° 2008/3, p. 10 (disponible gratuitement en ligne en creusant un peu).

(3) *Africa Intelligence* du 25 février 2020, « Miferso transformera le fer à Falémé [sic] avant de l'extraire » (brève payante).



(Suite de la page 3)

LE PRÉFET : Même pour cela il fallait quand même que je sois au courant.

S. KANE : Est-ce que...

LE PRÉFET : Et cette fois-ci, si le commandant ne l'avait pas dit, vous ne seriez pas venus !

S. KANE : Sur un point. Moi, ma famille était au Sénégal. Ils m'ont tous dit : « Tu as fait un projet au Cameroun, pourquoi tu ne le fais pas au Sénégal, ça ne sera pas comme au Cameroun. »

LE PRÉFET : Non, je vais vous arrêter. Ça, ça n'engage que vous, je ne suis pas obligé de vous croire.

S. KANE : C'est pour ça qu'on va aller au Mali...

LE PRÉFET : C'est très beau, c'est très beau ! C'est un joli conte de fées, j'adore les contes de fées, mais je ne suis pas obligé d'y croire.

S. KANE : Oui, tout à fait. Après, si vous voulez, j'ai écrit un livre... Quand j'étais donc au Cameroun, on m'a accusé de faire partie de Boko Haram.

LE PRÉFET : Ah, ah ! Donc je ne suis pas le seul à avoir des doutes.

S. KANE : Ah non, mais...

LE PRÉFET : Déjà au Cameroun on vous avait déjà accusé, déjà !

S. KANE : Non, on m'avait accusé d'espionnage, de pratique d'activités dangereuses, et de rébellion.

LE PRÉFET : Ah voilà ! Donc je ne suis pas si, si...

S. KANE : Et donc, on s'est aperçu, par la suite que c'était des pressions type ArcelorMittal, Total, Bolloré...

LE PRÉFET : [Rires.] Bon c'est ce qu'on va faire. Je crois qu'on ne va pas s'entendre. Je suis ferme. En tout cas, ne menez pas d'activités dans les villages. Merci beaucoup. On va faire comme ça.

S. KANE : Est-ce que je peux vous demander juste une seule chose, c'est pas...

LE PRÉFET : Mais vous vous rendez compte que l'on m'attend !

S. KANE : Oui, oui.

LE PRÉFET : Dans le cadre de mon travail, on m'attend, excusez-moi, vraiment !

S. KANE : Moi je cherchais juste la personne qui prend la responsabilité de dire qu'il ne faut pas des hauts-fourneaux au niveau de Boféto et donc...

LE PRÉFET : Non, ce que moi je dis, c'est que tel que c'est formulé, je n'ai aucun intérêt à vous laisser voir les populations. Je maintiens ça. Et si les populations m'interrogent, je saurai quoi leur dire. N'allez pas à Boféto. Ça je vous le dis, je vous le dis, je le dis en soulignant, n'allez pas à Boféto, ne parlez pas aux populations de minerai. Ça je vous le dis clairement. Je vous le dis avec toute la gentillesse du monde.

L'AUTRE HOMME : Souleymane, c'est bon, c'est bon.

LE PRÉFET : Merci.

S. KANE : C'est vraiment vous qui dites qu'on ne peut pas aller à Boféto.

L'AUTRE HOMME : Voilà.

LE PRÉFET : Merci beaucoup, je crois qu'il a compris.

[Fin de la conversation.]

ICI ET LÀ-BAS

SORCELLERIE CAPITALISTE

Des ados de quatorze ans savent aujourd'hui expliquer pourquoi la surconsommation d'hydrocarbures, qui libère dans l'atmosphère des masses immenses de dioxyde de carbone auparavant emprisonnées dans le sous-sol, est la principale cause de l'élévation de la température moyenne de la planète, dont on constate les effets par exemple dans ces incendies géants qui ont récemment ravagé la Russie, la Californie ou l'Australie. Ceux dont la puissance et la réussite — réelles ou symboliques — dépendent de leur surconsommation de pétrole — les armées en premier lieu, ou les propriétaires de jets privés et de SUV — ont donc un intérêt direct à nier cette réalité scientifique élémentaire ; et à soutenir la carrière politique ou professionnelle d'individus sans scrupules, qui propagent l'ignorance et l'absurdité. Avec leur soutien, on peut se faire élire président, aux États-Unis comme au Brésil ; il n'est donc pas surprenant qu'en France aussi, on puisse se voir offrir au moins la direction d'un Institut. Fils de son père médecin-colonel de l'armée française qui chercha l'explication des carences alimentaires des populations de l'A.-O.F. dans leurs caractéristiques raciales, en utilisant des tirailleurs comme cobayes ⁽¹⁾, le désormais mondialement célèbre professeur Didier Raoult admettait certes dans son livre paru en 2016 que les Noirs et les Blancs « appartiennent à la même espèce », puisqu'ils peuvent s'accoupler sans engendrer des créatures stériles ; mais il en venait à douter de la pertinence de la théorie darwinienne de l'évolution. Il affirmait aussi, dans ce même ouvrage ⁽²⁾, que le cancer est un signe de bonne santé, et que c'est en s'inquiétant de l'état du monde que l'on tombe malade. Nommé au conseil scientifique créé par le gouvernement français pour lui servir de

boussole dans la pandémie de Covid-19, le professeur Didier Raoult recommanda d'abord l'inaction, comme il l'avait toujours fait en matière de santé publique, avant de proclamer soudain qu'il avait découvert le remède : une savante combinaison d'inconscient colonial (l'hydroxychloroquine, molécule dérivée du principe actif de la Nivaquine, la vieille pilule antipalu que le médecin-colonel Raoult devait prescrire quotidiennement à ses patients-colons) et d'esprit de provocation (l'azithromycine, un antibiotique, qui peut guérir une infection bactérienne mais non virale, comme tous les soignants sont censés savoir). Cette formule est aussi celle du racisme à la mode en Europe, et notamment dans le milieu des notables de Provence et de la Côte d'Azur qu'aime à fréquenter Didier Raoult : c'est pourquoi il l'a sûrement inventée tout seul, sans avoir besoin, pour une fois, de s'approprier le travail de ses étudiants. C'est aussi pourquoi sa promotion par les réseaux du complexe militaro-industriel français, qui finance ces recherches de magie noire, a pu rencontrer un certain écho populaire et spontané. On fait encore trop confiance aux sorciers malfaisants qui n'ont à proposer qu'une potion d'idéologie putride pour soigner le monde malade ; et pas assez à la véritable science expérimentale, qui est aussi critique sociale, fondée sur la libre discussion des idées au sein d'une organisation sans chef, telle qu'elle s'ébauche aujourd'hui à Sidéropolis.

(1) À lire : Vincent Bonnacase, « Avoir faim en Afrique-occidentale française : investigations et représentations coloniales (1920-1960) », *Revue d'histoire des sciences humaines* n° 21, 2009, p. 151-174 (disponible en ligne).

(2) À ne pas lire : Didier Raoult, *Arrêtons d'avoir peur !*, Paris, éd. Michel Lafon, 2016.



28 avril 2020. Terrassement du site du futur haut-fourneau : la falaise est nettoyée avec l'aide d'orpailleurs mis au chômage par la pandémie de Covid-19, payés 7 500 CFA la journée (environ 11 euros).

3 mai 2020. Cent dix plants de *Paulownia* repiqués pour compenser la future coupe d'arbres nécessaire au charbonnage.

MIGRATION PAR MAUVAIS TEMPS

Depuis que la moitié du globe est confinée, les passeurs sont au chômage. On migre moins, moins loin. Le vieux fantasme nationaliste de la fermeture totale des frontières est une réalité quotidienne, même si, comme à toutes les époques, on continue à marcher, dans les déserts, dans les bois, le long des routes. On continue de traverser, vers un meilleur avenir, ces lignes imaginaires tracées par des mégalomanes psychopathes.

Si les mouvements migratoires ont nettement diminué ces derniers mois, ils n'ont pas totalement cessé. Ce qui n'a pas empêché le gouvernement français de suspendre les demandes d'asile en Île-de-France par le simple arrêt de la plateforme téléphonique unique et la fermeture des guichets de préfecture, privant les exilé-e-s des « conditions matérielles d'accueil » (CMA) associées aux demandes d'asile et les contraignant à la clandestinité, dans un contexte de contrôles policiers renforcés. Le même gouvernement, pourtant, avait affirmé au début du confinement que ce service public indispensable devait être assuré.

Dans les rues et les bois, les conditions de vie se sont nettement détériorées. Si quelques opérations de mises à l'abri sans respect des consignes sanitaires ont eu lieu, beaucoup de gens demeurent encore dehors, traqués par une police qui, si elle a toujours eu carte blanche sur la gestion des indésirables de la nation, se lâche désormais totalement, humiliant et passant à tabac les exilé-e-s, cassant bras et jambes, lacérant tentes et effets personnels, en toute impunité grâce à une hiérarchie complice et des juges complaisants.

Malgré les alertes répétées des associations, dans la plupart des grandes villes françaises mais de façon plus criante à Paris et Calais, les exilé-e-s confiné-e-s dans leurs campements n'ont souvent même pas accès à un point d'eau potable, lorsque les campements ne sont pas simplement démantelés, les affaires personnelles détruites, sans solution d'hébergement proposée. Et les personnes solidaires qui y apportent des produits de première nécessité sont sanctionnées par des amendes.

En attendant que la France respecte non seulement le droit d'asile mais aussi le devoir d'hospitalité, les voyageurs peuvent suivre l'actualité du sujet sur le média multilingue Infomigrants.net.

ECO : LE BAISER DE LA MORT

En conséquence d'une déclaration intempestive des présidents Macron et Ouattara à Abidjan le 21 décembre 2019, le cours du futur *eco* a subitement dégringolé, jusqu'à sombrer à la valeur de un franc CFA.



COMPENSATION ÉCOLOGIQUE

Les légers dégâts causés à l'environnement par les travaux de terrassement de la plate-forme sur laquelle sera bâti le haut-fourneau de Sidéropolis ont été précédés par la création d'une pépinière de *Paulownia* (arbre à croissance rapide). Des discussions visant à sensibiliser la population au problème de la déforestation et à la bonne gestion des richesses forestières ont aussi commencé.

SAPOLOGIE

Le tailleur de Guémédié a été sollicité pour concevoir un modèle de débardeur en bogolan destiné aux futurs apprentis du haut-fourneau école. Le port de ce vêtement pourrait bien rapidement devenir un marqueur de richesse et de prestige, qui ringardisera comme il doit l'être l'atroce costume-cravate des hommes d'affaires, bureaucrates et politiciens.

« Le fer est le métal qui constituera probablement un jour la principale richesse du haut Sénégal (...) nul doute que des usines disposant des procédés industriels modernes ne s'élèvent dans cette contrée pour travailler le minerai sur place (...) »

Élisée Reclus, *Nouvelle Géographie universelle*, tome XII paru en 1887, chap. II, p. 237

NÉCESSITÉ DE LA TRADITION ORALE

Dans la soirée du 11 mai 2020 à Kayes, un policier ayant terminé son service tuait par balle, après l'avoir giflé, un jeune homme de dix-sept ans, Seyba Tamboura, qu'il tentait d'interpeller illégalement dans le but de le racketter. La population indignée s'organisa sur-le-champ pour protester, les plus épris de justice partant incendier le bar d'où l'assassin était sorti imbibé, le commissariat central de l'arrondissement, et le domicile du commissaire. Le jour qui suivit la police ouvrait le feu sur la foule, tuant au moins deux nouvelles personnes dont un enfant de douze ans, et faisant de nombreux blessés. Le lendemain 13 mai la légitime colère des habitants remontait jusqu'à la préfecture, qui partait à son tour en fumée. Conséquence logique de la faillite complète de l'État dans cette région, depuis longtemps abandonnée aux bonnes œuvres des grandes compagnies minières, cet événement est venu parachever cette lente dissolution, en détruisant ce qui constitue la mémoire même de l'État : les archives de police conservées à la préfecture, qui ont mieux brûlé que ses murs. Réceptacle de toutes sortes de mensonges, de ragots et de calomnies, elles servaient surtout d'instrument de chantage et de corruption. Les historiens s'en passeront.

RUMEURS PLANÉTAIRES

La région de Sidéropolis n'a pas été épargnée par la pandémie de xénophobie provoquée par le nouveau coronavirus. Ainsi, début mai la rumeur a couru qu'un premier cas de Covid-19 avait été détecté dans le département de Saraya ; il ne s'agissait en réalité que de l'arrivée d'un employé d'une compagnie aurifère, en parfaite santé mais d'apparence asiatique. Quelque temps auparavant, le 23 mars, les militaires guinéens en poste à Nyafou et à Diakha semblaient s'être donné le mot pour accuser Souleymane Kane et Cécile Martin, qui étaient venus à vélo les trouver pour régler une formalité administrative, d'être « des espions blancs venus répandre le coronavirus ». Il est vrai qu'ils n'auraient pas dû pouvoir entrer en Guinée, les frontières étant censées avoir été fermées quelques heures plus tôt, et qu'il est beaucoup plus confortable d'accuser autrui de complot que de reconnaître sa propre incompétence. On a pu observer le même phénomène à l'œuvre au plus haut sommet de nombreux États, à commencer par la Chine et les États-Unis d'Amérique, qui s'accusent mutuellement du même impossible complot. On savait que Donald Trump et Xi Jinping sont d'exécrables chefs d'État ; on peut confirmer qu'un gendarme de Nyafou pourrait prendre leur place.

POURQUOI JE ME PRÉPARE À REJOINDRE SIDÉROPOLIS

« C'est le fonctionnement de Sidéropolis, la localisation du site choisi et l'essence même de la réflexion sous-jacente au projet, qui lui donnent sa portée et sa réussite presque programmée et non récupérable par quelque autorité que ce soit. »

J'ai rencontré de futur-e-s Sidéropolitain-e-s à l'automne dernier.

J'étais alors dans une de ces phases transitoires où l'on se laisse la possibilité d'avoir le choix de sa propre direction, où l'on erre au gré des concepts, des idées, des collectifs et des rebellions avec une grande disponibilité d'âme. Il est à savoir que l'on se lasse du contre, de la lutte, du front constant contre l'ordre établi et barbare de la démocratie capitaliste, patriarcale et coloniale. Si c'est épuisant, c'est pourtant bigrement nécessaire. On ne gagne rien certes, pas un centimètre de terrain sur l'ennemi, mais on ralentit néanmoins le rouleau compresseur sécuritaire et écocide du faux « progrès » et de « la croissance » du capital. Il faut des gens pour cela et j'ai un peu inconsciemment passé le relais.

Le mot civilisation est souvent employé pour parler de la barbarie organisée et de toutes ses « externalités » comme on dit, conséquences fâcheuses mais indispensables à sa perpétuation : de la délocalisation de la production pour invisibiliser les coûts sociaux et

environnementaux de celle-ci, au maintien la tête sous l'eau (au sens propre) des exilé.e.s par les garde-côtes en Méditerranée, en passant par la cohabitation ordinaire de la misère crasse et des affaires florissantes.

Malgré mon rapport conflictuel à cette notion de civilisation, j'ai apprécié immédiatement l'approche très pragmatique du concepteur de Sidéropolis concernant le fer et ce que cette matière signifie et a signifié, a forgé de rapports de pouvoir dans l'histoire humaine. L'ignorer et projeter un futur retrouvé de chasseurs-cueilleuses pour échapper à la catastrophe dans laquelle nous plonge ce monde, ne nous mènerait concrètement pas à grand-chose. En revanche, reprendre l'idée même du fer qui nourrit la vie, en en maîtrisant collectivement les enjeux, semble être d'une grande lucidité et pire, réaliste. Pourrait-on imaginer une civilisation civilisée ? Une industrie non marchande qui ne produit pas pour vendre mais pour une utilité sociétale ? Une croissance qui ne soit pas celle des capitaux mais celle de la vie ? Voilà une belle idée à laquelle se rallier.

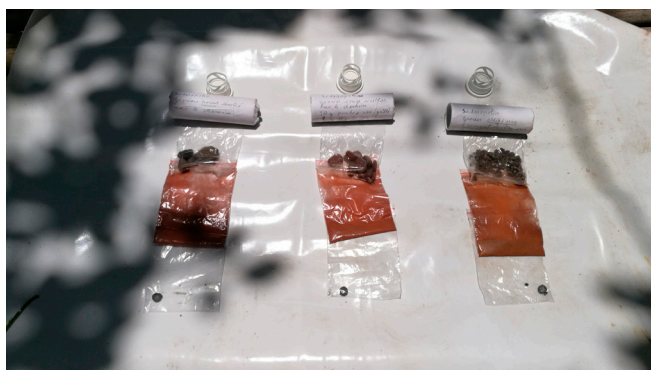
Est-ce suffisant pour me rendre à Sidéropolis ? Quelle pertinence de rejoindre, lorsque l'on est perçue comme femme blanche, un projet décolonial ? Autant de questions que j'imagine comme saines de se poser aujourd'hui même si l'on donne une grande valeur à la seule motivation et envie de participer. Peut-être que pour ce projet, c'est effectivement plus simple qu'il n'y paraît. C'est le fonctionnement de Sidéropolis, la localisation du site choisi et l'essence même de la réflexion sous-jacente au projet, qui lui donnent sa portée et sa réussite presque programmée et non récupérable par quelque autorité que ce soit. Parce que tout cela correspond à un besoin avant tout local : de fer, d'émancipation, d'autonomie, d'organisation, de ressources.

Bien sûr, il a fallu le temps de se décider et la crise est arrivée, gérée globalement par le repli national. Il me faudra donc attendre pour devenir Sidéropolitaine, la prochaine réouverture des frontières.

Fez



(1)



(2)



(3)

LA BONNE TENEUR

Les premiers tests de réduction du minerai présent sur le site de Sidéropolis (latérite et graviers oxydés), réalisés grâce à un procédé original de fusion à l'arc électrique, ont révélé une teneur en fer de l'ordre de 30 %. C'est trop peu pour rentabiliser son exploitation à grande échelle par l'industrie d'exportation capitaliste ; mais c'est plus que suffisant pour garantir la grande utilité sociale d'un haut-fourneau : cela signifie concrètement qu'un petit bloc de pierre de vingt kilos contient une marmite en fonte de six kilos (par exemple).

(1) Fusion à l'arc électrique d'un échantillon de minerai.

(2) Trois groupes de graviers testés : noirs, rouges, aimantés.

(3) Bille de fer obtenue à partir du minerai (30 %).

Pour écrire à Sidéropolis Tam-Tam :
sideropolistamtam@protonmail.com

Rédaction sans chef de Sidéropolis Tam-Tam :

Daouda Camara, Fez, Tou Keita, Khemais Zarg Laayoun

Photographies : Souleymane Kane, Cécile Martin